

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

James Sefton

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

- Réduction de la dette – dépenses avisées – investissement dans les entreprises canadiennes – protection des ressources naturelles du Canada (que les ressources restent entre les mains des Canadiens)

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

- Trouver des moyens de stimuler la croissance de l'emploi au Canada pour empêcher la délocalisation des emplois à l'étranger, p. ex., en Chine – stimuler les échanges commerciaux interprovinciaux en réduisant les obstacles. Le gouvernement fédéral doit travailler avec les provinces et offrir des incitatifs.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

- Protéger les fonds de pension en faisant en sorte que les entreprises n'aient pas accès aux fonds pour les siphonner – protéger les retraités de sorte qu'ils ne sont pas obligés de retourner sur le marché du travail, assurant ainsi que la prochaine génération a accès à des emplois bien rémunérés – élaborer des programmes de transition vers la retraite qui assurent le transfert des connaissances d'une génération à l'autre au lieu de voir les connaissances disparaître en même temps que celui qui prend sa retraite.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

- Former les jeunes pour qu'ils soient responsables et dignes de confiance au cours de leur carrière par le truchement de programmes de formation et d'études; p. ex., le mentorat par les employés les plus productifs.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

- L'agriculture – les petites collectivités – la réduction de l'impôt sur les gains en capital pour les particuliers, p. ex., les Canadiens des classes moyenne et inférieure. Il est grandement nécessaire d'encourager la prochaine génération à travailler dans le secteur agricole et à assurer la production alimentaire au Canada en plus d'élargir les marchés d'exportation. Tandis que la demande mondiale d'aliments augmente, le Canada traîne derrière parce que les fermes familiales disparaissent, personne ne veut prendre la relève sur la ferme familiale pour diverses raisons. Le gouvernement devrait réduire les taxes sur le transfert des exploitations agricoles et soutenir la continuité des fermes. Les petites collectivités ont besoin du soutien de l'État pour subvenir à leurs besoins. Les petites villes constituent l'épine dorsale de ce pays et beaucoup de personnes y vivent et y travaillent. La réduction de l'impôt sur les gains en capital pour les particuliers des classes moyenne et inférieure contribuerait à encourager l'épargne-retraite.